



GARE AUX TURBULENCES DE LA MONDIALISATION CAPITALISTE

L'ATTAQUE CHIRACIENNE contre la Sécu vise tout le système dit de « protection sociale », et notamment les retraites. Cette politique est pratiquement la même dans tous les pays industrialisés de la Triade (Europe, Amérique du Nord, Japon), même si les rythmes ou les calendriers sont différents. L'Italie a ainsi tristement innové dans la dégradation de son système de retraite. Bien sûr, il faut voir dans ces mesures le raisonnement simple des dirigeants qui cherchent à rogner sur tous les budgets sociaux pour accroître leurs gains dans une période de concurrence capitaliste exacerbée. Mais il y a aussi autre chose : une volonté d'anticiper sur les tensions que le vieillissement démographique des pays industrialisés va naturellement provoquer.

Le pseudo problème du vieillissement démographique

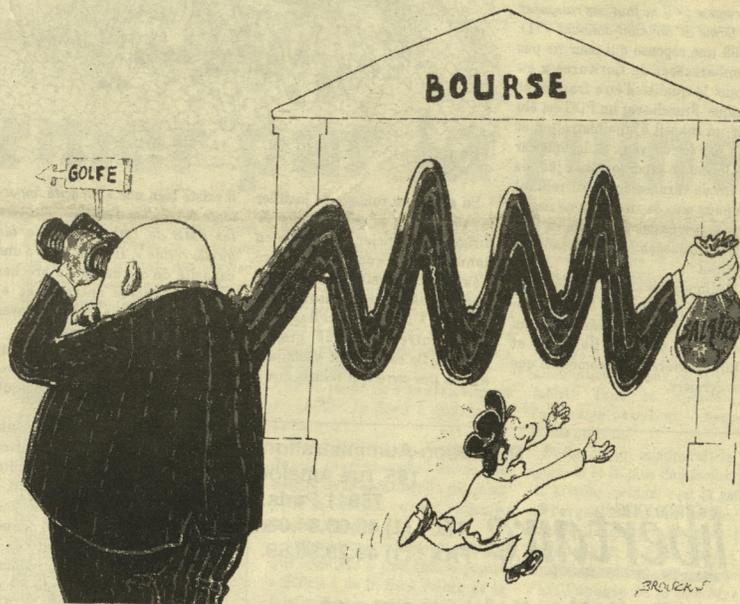
Ce vieillissement, on le sait, est dû à une forte baisse de la fécondité. Certains entrepreneurs se plaignent du rétrécissement de la main d'œuvre jeune qui va s'ensuivre, tandis que les dirigeants politiques, militaires ou religieux, pour des raisons plus ou moins parallèles, se lamentent sur le dépérissement des « forces vives de la nation » dans la plus pure tradition des discours sur l'« ordre moral ». Il faut évidemment relativiser ce « rétrécissement », qui n'est qu'un problème fabriqué comme en témoigne la foule de jeunes au chômage.

Le manque de main d'œuvre, qui peut effectivement survenir dans certains secteurs ou à certaines périodes, est de toute manière compensé de trois

façons dans le système actuel : par le développement technologique (robotisation, mécanisation, gain de productivité), par le recours à la main d'œuvre immigrée ou par la délocalisation des activités dans des pays de forte main d'œuvre (et de bas salaires, à condition que ceux-ci ne soient pas contre-balançés par une trop faible productivité, auquel cas les revenus seraient moindres et la délocalisation moins attractive) (1). Et sans parler de la précarisation des emplois.

Le problème du vieillissement est donc économique sur un autre plan : comment payer la retraite des personnes âgées dans les pays de la Triade ? Si la solution est relativement facile aux Etats-Unis et au Japon, où il n'existe pas de véritables systèmes de retraites et où les attaques anti-sociales sont plus aisées, elle sera beaucoup plus difficile en Europe. L'épisode italien a certes montré que c'était possible ; celui, récent, de

(suite p. 8)



La comédie du chômage

UN SPECTACLE NON-STOP JUSQU'A QUAND ?

LES GUIGNOLS qui nous gouvernent à la ville comme à l'usine sont-ils de véritables naïfs ou alors d'excellents comédiens ? Cette appréciation pourrait se suffire à elle-même et l'on pourrait souhaiter à cette engeance une reconnaissance artistique à Cannes ou Hollywood si leurs méfaits ne contribuait pas à notre malheur.

Nourris ensemble dans le sérail des hautes écoles élitistes de la république, ces « copains de promo » s'attachent tout particulièrement à nous faire croire qu'ils occupent leurs places légitimement grâce à leurs seules qualités intellectuelles et humaines. Pour nous les humbles, il suffit d'un peu de bon

sens pour comprendre que dans notre société hiérarchisée, ce sont surtout le goût immodéré de dominer l'autre, l'opportunisme, la duplicité, la couardise, et le mépris qui constituent les meilleures atouts d'une « réussite » sociale et professionnelle.

C'est ainsi que ces « coquins de promo » se partagent le gâteau. Aux uns la députation, la sénature, le haut fonctionariat jusqu'à l'Elysée, couronnement suprême, et aux autres les conseils d'administration des grandes entreprises, clés économiques de la direction du monde. Bien entendu, avec toute latitude pour effectuer des carrières transversales du politique à l'écono-

mique. Il s'agit bien là d'une élite monolithique dont la seule réelle nuance consiste en la récupération démocratique des voix de gôche ou celles plus conservatrice d'une population convaincue d'avoir le choix. Ce choix d'autant plus illusoire qu'il est interdit au peuple de toucher à l'économie, domaine réservé à nos patriciens qui auraient eux la capacité à la maîtriser. Certains d'ailleurs avec des dons divinatoires si on se rappelle ceux qui nous annoncent invariablement « le bout du tunnel ».

Or aujourd'hui, les dirigeants politiques sont en grande perte de crédibilité au regard de la situation sociale. En effet, dans notre

civilisation où le travail a été érigé comme valeur universelle et à l'heure où le chômage, fer de lance du terrorisme économique, ne donne aucun signe de régression, la classe politique — gauche et droite comprise, si tant est qu'il existe une différence ailleurs que dans l'orientation du fauteuil dans l'hémicycle parlementaire — s'était proclamée championne de la lutte contre cette « calamité ». Il convient toujours aux puissants de qualifier le chômage de calamité au même titre que la peste ou le sida afin de persuader le populo qu'il s'agit d'une chose étrangère à leur volonté.

(suite p. 2)

T 2137 - 1030 - 10,00 F



FPP2520

La comédie du chômage

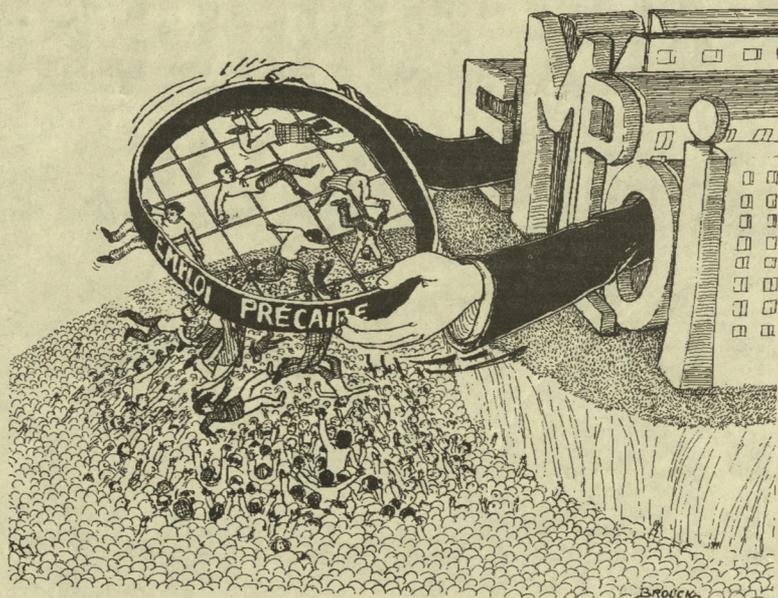
UN SPECTACLE NON-STOP JUSQU'À QUAND ?

(Suite de la « une »)

En vain, la nouvelle année 1996 nous livre les derniers chiffres du chômage, qui, malgré un maquillage soigné ne peuvent réduire une réalité vécue par nombre d'entre nous. Et, l'hydrocéphale de Matignon de vilipender aussitôt ses petits camarades patronaux. Rappelant les «cadeaux spectaculaires» que ses prédécesseurs et lui-même leur ont adressé sous prétexte d'encourager la relance d'emplois à n'importe quel prix, et de reprocher aux patrons de ne pas respecter la «réciprocité». Ce numéro de cirque s'exécutant publiquement grâce aux médias bien sûr!

Et c'est d'un des plus beaux fleurons du capitalisme actuel, Jacques Friedmann, PDG de l'UAP, que la réplique à Juppé est parvenue; «il ne faut pas raisonner en terme de donnant-donnant» (1). Voilà une réponse qui pour ne pas s'embarasser de fioritures a au moins la qualité d'être franche et logique. Franche car un PDG est élu par un conseil d'administration et non par des citoyens. Et logique car de la même façon qu'on a jamais sevré de carnassier en lui reflant toujours plus de viande on ne risque pas de sevrer des profiteurs en leur offrant inlassablement davantage d'argent!

Malheureusement, le spectacle continue, et ce patron de choc bien que d'âge avancé et néanmoins ami de longue date de Balladur et Chirac s'avère aussi comédien que ses derniers.



En effet, non content de justifier le chômage par sa seule fonction de dirigeant financier, il se pose en donneur de leçons en matière d'emploi et, à cette fin, vient de créer une association «Innover pour l'Emploi» à laquelle collaborent vingt autres PDG de grands groupes. De ce «conseil d'administration très serré», il ressort que si

il existe bien une «capacité importante de création d'emplois, c'est vers les PME de 100 à 300 salariés qu'elle réside». Il s'agit bien d'une capacité de ces escrocs à prêcher pour les autres entreprises et surtout pas pour leurs propres empires financiers et industriels.

Forts de ce postulat, ils ne peuvent être désignés coupables d'embauche inexistant! Logique, non?

Il est vrai qu'en matière sociale, l'UAP peut difficilement se déclarer n° 1. Rien que pour les non-cadres de cette société, 65% de l'effectif, la moyenne de rémunération nette se situe en deçà des 9 000 francs mensuels. Pour le seul site de la tour Assur, à la Défense, on dénombrait il y a un an, presque 8% de contrats précaires sur 2 500 salariés. Parmi eux, de nombreux CDD, que leurs collègues finissaient par assimiler à des CDI à force de les voir collectionner des «missions» dans les mêmes services. Mais ne dramatisons pas, pourrait nous rétorquer le responsable de cet établissement, certains d'entre eux, rares élus, ont décroché depuis un CDI. Certes, mais après s'être préalablement inscrit à l'ANPE (peu regardante?) de La Défense à

l'instigation de la direction du personnel, sans doute désireuse de bénéficier des dernières formules d'exonération de charges sociales accordée pour une embauche de jeune de moins de vingt-cinq ans.

Comment leur reprocher quoi que ce soit? Surtout que la totalité des syndicats existant sur ce site pratique une gestion «responsable» de cette mascarade consensuelle au lieu d'inciter les salariés à réagir en commençant par dénoncer haut et fort ces pratiques crapuleuses. Faut-il voir sans faire de mauvais esprit, un lien de causalité avec le fait que des représentants syndicaux siègent au conseil d'administration...

Enfin, le chocolat sur la poire, toujours servi par Jacques Friedmann. Il ne suffit pas d'inciter au départ les «vieux salariés tellement coûteux» grâce à un récent accord d'entreprise et de freiner des quatre fers devant l'embauche des jeunes dans des conditions décentes. Pour compléter le tableau, ce PDG épris de respectabilité se vante d'avoir créé une «Fondation pour la solidarité entre les générations». Le cynisme ne prend-t-il pas toute sa saveur quand l'exploitation s'accompagne de la charité? D'autant que de magnifiques (pas coûteuses?) plaquettes d'information de cette fondation invitent les salariés à y souscrire et y cotiser. Ce que j'en dis, c'est qu'il y a des coups de pieds au cul qui se perdent...

Pardonnez cette humeur, mais lorsque les médias vous font passer pour un duel de bretteurs entre patrons et dirigeants politiques ce qui n'est qu'affaire de propagande pour encourager la soumission de leurs victimes et leur fidélité aux urnes... le stoïcisme en prend un

coup surtout quand un des acteurs se trouve être votre patron! Comment croire en son honnêteté alors que cet individu déclare «il n'y a pas d'entreprises qui empochent des avantages» et «l'emploi dépend d'un environnement économique, social, fiscal qui soit favorable ou non à l'activité de ces entreprises».

Faudrait croire qu'un dirigeant d'une société à dimension planétaire comme l'UAP - 65% du chiffre d'affaire acquis sur l'activité à l'étranger - n'a pas d'influence sur ce même environnement...

Observons d'un peu plus près. En 1994, le chiffre d'affaire de 153,5 milliards de francs a progressé de 7,6%. Pour cette même année, les frais de personnels par salarié sont de 281 000 francs alors que la valeur ajoutée produite par un salarié est de 671 000 francs (2). Difficile, là encore d'être taxé de mauvais esprit en accusant le patronat de volonté délibérée d'entretenir le chômage dans ces proportions.

Les journalistes ont beau servir la soupe à nos chefs, les exploités savent lire et réfléchir, et ont peu à peu conscience de l'existence des richesses qu'ils produisent et que les possédants leur volent. Et si le tertiaire du privé - les salariés de l'UAP, en particulier - n'a pris qu'une modeste part à la grande secousse de l'hiver 1995 (3), il ne faut pas prendre de pari sur la pérennité de leur immobilisme. L'envie peut nous prendre de nous débarrasser définitivement des Friedmann, Bébear, Gandois, Juppé, Chirac, Aubry et autres guides éclairés pour partager tout avec tous. Face à ces bandits, le terrain des luttes est resté trop longtemps en jachère, il est grand temps de s'orienter vers la seule alternative possible: la grève générale expropriatrice qui nous permettra de construire notre dignité.

C'est du boulot, c'est sûr, c'est d'ailleurs un travail tout à fait respectable.

JEAN-MARC
(groupe Etoile Noire -
Ivry-sur-Seine)

(1) interview de J. Friedmann dans les Echos, du jeudi 1^{er} février 1996
(2) voir l'analyse des bilans sociaux des entreprises dans Alternatives économiques, 1^{er} numéro exceptionnel de 1996.

(3) Après avoir un peu travaillé au corps les «copains» de nos syndicats respectifs de l'UAP, CGT et CGT-FO, pour une fois que nous, les déviants, étions dans la ligne confédérale du moment, une quarantaine de salarié(e)s ont défilé sous une modeste banderole inter-syndicale le mardi 12 décembre 1995. C'est peu, mais ça nous permet de garder une lueur d'espoir.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Jean
associ
teur d
saine
en lib
23 h
Il éta
avoir l
soupp
l'ETA.

Une
d'indiv
d'asso
(manif
pique-
justice
au jug
pétiti
publiq
charge
Jean-L
manière
mettre
qui dur

Sans
mobilis
pu rest
prison.
victime
en plus

Lorsq
cartons
un proj
sanctio
ayant h
situatio
se dema
comme

peur en
avec ter
avec con
crimina

Face à
flique, q
vidéo-st
nous dé
grande
ne pouv
chaque
priori un
coupable

Il faut
d'asile e
défendre

GRU

• Group
de Haut
Cugnaux

Le Ce
des
et
cultu
et l'A
libe
vou
« LA
LIB

in
G
21,

Pierre
(
d

TOULOUSE

Jean-Luc Galvan est libre

Tract distribué
à la manifestation du 3 février 1996
LIBERTÉ POUR JEAN-LUC

Pour avoir simplement hébergé un Basque, au vu et su de tout le monde, Jean-Luc Galvan, militant associatif et syndical, a été arrêté et écroué à Fresnes.

Il est inculpé d'association de malfaiteurs (voir texte en italique) en relation avec une entreprise terroriste, victime d'une loi digne de Vichy, pas encore votée mais dont il fait les frais. Une loi dont le but est de sanctionner systématiquement toute personne ayant hébergé un étranger recherché par la police.

Faudra-t-il maintenant demander les papiers, le CV, connaître les moindres détails d'une vie, pour héberger quelqu'un ? Ou, pire, demander l'autorisation à la police ?

L'hospitalité, la solidarité, l'amitié sont-elles en train de devenir des délits ? La suspicion, la délation deviennent-elles les nouvelles qualités morales censées par le pouvoir ?

Il y a derrière ces mesures judiciaires qui participent à tout un système, et dont les lois Pasqua ne sont que la partie émergée, une volonté de la part du pouvoir de criminaliser et de créer un climat de suspicion faisant de chaque citoyen un suspect et un coupable potentiel.

Ce pouvoir qui, au nom du profit, s'attaque aux libertés et au principe d'égalité...

Ce pouvoir qui jette à la rue des millions de gens, qui balaye les acquis sociaux, qui affiche son mépris de tous ceux qui s'opposent et qui luttent...

Ce pouvoir a-t-il aussi peur pour s'attaquer désormais à tout ce qui est pour nous l'expression de la fraternité ?

Jean-Luc, militant associatif, syndical et politique, ne doit pas rester en prison. Ce sont les lois d'exception qu'il faut abolir. Le droit d'asile et d'hospitalité n'est pas un délit.

L'aide au séjour irrégulier est un délit lorsqu'elle concerne des ressortissants hors CEE. Il s'agit seulement d'une contravention lorsqu'elle concerne des ressortissants de la CEE.

L'association de malfaiteurs est une notion créée à la fin du XIX^e siècle, qui a servi à réprimer les menées anarchistes. Cette notion, qui concernait les crimes (même en projet) jusqu'en 1971, a été étendue aux délits par la loi Peyrefitte ; puis est apparue la notion d'association délictuelle de malfaiteurs, supprimée en 1981..., mais rétablie en 1986 et liée à la répression des menées terroristes, permettant ainsi de réprimer des actes politiques en les désignant comme actes de droit commun.

• Prenez contact avec le comité de soutien
c/o Canal Sud, 40, rue Alfred-Duméril, 31400 Toulouse.
Tél. : 61.53.30.75. Fax : 61.25.95.43.
Permanence tous les jours, de 18 h à 20 h.
Informations sur 92.2 FM, tous les jours à 19 h.
Tracts, pétitions, carte postale disponibles à la permanence.

Jean-Luc Galvan, militant associatif et syndical, cofondateur de la radio libre toulousaine Canal Sud, a été remis en liberté vendredi 9 février à 23 h.

Il était emprisonné pour avoir hébergé un Basque, soupçonné d'appartenir à l'ETA.

Une importante mobilisation d'individus, d'organisations, d'associations, de syndicats (manifestations diverses, pique-nique au palais de justice, courrier massif envoyé au juge, fêtes de soutien, pétitions) a permis de rendre publique la légèreté des charges qui pesaient contre Jean-Luc et a contribué de manière déterminante à mettre fin à son incarcération, qui durait depuis le 16 janvier.

Sans cette importante mobilisation, Jean-Luc aurait pu rester plusieurs mois en prison. Il n'est pas la seule victime d'une justice de plus en plus répressive.

Lorsqu'on sait que dans les cartons du gouvernement il y a un projet de loi qui prévoit de sanctionner toute personne ayant hébergé un étranger en situation irrégulière, on peut se demander s'il n'y a pas là comme une volonté de faire peur en amalgamant étranger avec terrorisme, hospitalité avec complicité, solidarité avec criminalité...

Face à un pouvoir qui nous flique, qui nous fiche, qui nous vidéo-surveille, nous devons nous défendre avec la plus grande détermination. Nous ne pouvons accepter que chaque citoyen devienne a priori un suspect et un coupable potentiel.

Il faut défendre le droit d'asile et d'hospitalité ; il faut défendre les immigrés.

GROUPE ALBERT-CAMUS de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

• Groupe Albert-Camus c/o FA de Haute-Garonne, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse.

Le Centre de sociologie des représentations et des pratiques culturelles de Grenoble et l'Atelier de création libertaire de Lyon vous proposent :
« LA CULTURE LIBERTAIRE »
Colloque international
GRENOBLE
21, 22 et 23 mars
Université Pierre-Mendès-France (Grenoble II)
Département de sociologie

On connaissait depuis quelques années les délires libéraux qui partent du principe que tout doit être rentable, que les gros doivent se faire du fric sur le dos du plus grand nombre, et ceci avec un alibi de première : satisfaire aux exigences du marché. Bel exemple de pensée unique qui veut que ces « lois du marché » soient indépassables et que l'on doive se plier aux exigences de récession avec la menace suprême : la perte du marché au profit d'un concurrent (n'est-ce pas Calvet ?).

En fait, tout ça n'est que foutaise, car cela permet aux capitalistes de se faire encore plus de tunes, de plus-values, et encore plus vite qu'auparavant.

Mais les temps ont changé. Au XIX^e siècle, c'était l'exploitation pure et simple. De nos jours, c'est toujours l'exploitation, mais les exploités ont quand même été un peu à l'école. On leur a appris à lire pour reconnaître le bon bulletin de vote et à compter pour savoir combien ils paieraient de CSG. Résultat des courses : les ouvriers s'étant émancipés, on ne peut plus les battre, on est obligé de leur tenir un discours logique, technique, universel.

Donc, l'idée actuelle, c'est que nous sommes tous dans le même bateau, ben voyons ! L'échelle des salaires se serait-elle réduite de un à deux dans notre pays ?

Cette idée de consensus social à réaliser contre l'étranger, les politiques — de gauche comme de droite — l'ont très bien compris.

On a du mal à vous baiser, les pauvres ! Mais si vous pouviez vous baiser vous-mêmes, ça serait super, comme ça, on serait encore plus riches, mais solidaires.

Il existait encore ces dernières années une certaine cohésion sociale, par le biais des services publics. Ces services, financés par nos impôts ne l'oublions pas, étaient performants parce qu'accessibles au plus grand nombre et réellement au service du public.

Mais la « performance » selon les lois du marché, cela signifie la capacité à générer un profit financier. Un service public, selon Maastricht, c'est une entreprise qui, grâce au public, doit ramener un maximum de blé au privé. C'est un non-sens complet. C'est pourtant hélas la base de la politique de la plupart des gouvernements européens, et en France, nous n'y échappons pas.

La Sécurité en France, c'est une institution, un symbole, et c'est normal, car la protection sociale n'est pas un cadeau des patrons à leurs employés mais le résultat d'années de lutte pour un minimum de dignité qui passe par la possibilité de se soigner décemment. Il est donc normal que le système ait pris de l'ampleur, symboliquement et financièrement. Déjà là, on commence à nous arnaquer, on essaie de nous faire penser que se soigner est un luxe, une fleur que nous font les patrons et l'Etat, que nos cotisations ne suffisent pas...

Remettons une fois de plus les choses au clair. La Sécurité, en France, pour 1995, c'est effectivement 62 milliards de déficit... mais pour 1 500 milliards de recettes (chiffres de la Cour des Comptes).

Deuxième arnaque. Quand on est au RMI, 62 milliards, ça fait pas mal de siècles de travail, mais 62 milliards pour 1 500, ça fait 4%. A titre de comparaison, l'Etat a un

budget d'environ 1 200 milliards et un endettement de... 300 milliards. Dans la logique capitaliste, une entreprise au chiffre d'affaire de 1 500 milliards et au déficit d'exploitation de 4% ne se ferait pas lâcher par ses banquiers, au contraire.

D'un point de vue strictement financier, la Sécurité a quasiment l'équilibre...

Arrive la troisième arnaque, où Juppé (par exemple) évoque le spectre de la cessation de paiement pour la Sécurité ce qui est ridicule, mais ça marche.

Arrive alors la quatrième arnaque qui consiste à prétendre que le « déficit » de la Sécurité relève de la fatalité, qu'un syndicat a mal géré la boutique, que l'on tombe trop souvent malade...

L'Etat doit à la Sécurité plus de 100 milliards sous forme d'emprunts contractés non remboursés, de taxes sur les alcools non payées...

A ces 100 milliards, il faut ajouter le non versement de la CSG par l'Etat à la Sécurité. Quand la CSG a été créée (par Rocard ne l'oublions pas), il était prévu qu'un point de CSG suffise à enrayer le déficit structurel de la Sécurité. Or, un point de CSG réellement versé à la Sécurité suffirait encore à enrayer les 4% du déficit.

Non content de tout cela, Juppé et ses potes (Notat, Kouchner...) ont décidé de vraiment casser la Sécurité, en prétendant la sauver.

Nous n'évoquerons pas tous les points du plan Juppé, mais seulement quelques uns, les plus hypocrites.

• L'instauration du RDS, 0,5% de paye en moins sur treize ans. C'est l'alibi de choix, puisque c'est un appel à la « solidarité ». C'est tout

simplement un impôt supplémentaire puisque la CSG devrait annuler les « dettes » de la Sécurité.

• Un régime universel de Sécurité, cela serait très bien, le seul problème, c'est que l'universalité est prévue vers le bas, avec une diminution des taux de remboursement. Tout le monde sera remboursé pareil, mais beaucoup moins qu'avant.

Enfin, ce qui m'apparaît le plus sornois et le plus dangereux pour les assurés sociaux, c'est la refonte de l'organisation des caisses. Là encore Juppé frappe très fort. Dorénavant, la Sécurité aura « des comptes à rendre » au Parlement : c'est l'apogée de la démocratie, applaudissements nourris de la CFDT et des autres. En réalité, le Parlement appliquera à la lettre les directives gouvernementales ou européennes, attribuant à la Sécurité des budgets ne devant pas être dépassés. S'il y a dépassement, il y aura absence de paiement...

Mais c'est le Parlement « souverain » qui aura décidé...

On va me dire que le contrôle parlementaire existe déjà dans d'autres pays, comme l'Angleterre. Certes, il est donc normal que le Parlement ait un droit de regard.

Si Juppé veut faire cela en France, il suffit qu'il supprime les cotisations sociales des travailleurs... Je ne pense pas que cela soit au programme.

Allez, bonne année M. Juppé, et à bientôt dans la rue.

BRUNO (gr. J.R.-Caussimon - Nancy)

• Groupe FA c/o CRES, 76, rue Léonard-Bourcier, 54000 Nancy.

SÉCURITÉ SOCIALE

Réformer par la ruine

BELGIQUE : RENCONTRE INTERNATIONALE DES SANS-ABRI

Nous sommes tous des SDF

Les 2 et 3 mars prochains les Compagnons du Partage (soutenus notamment par *Alternative Libertaire-Bruxelles*) organisent au Château de la Solitude, à Bruxelles, une rencontre internationale des SDF qui bougent et des personnes qui les soutiennent (1).

C'EST LE 6 MARS 1995 que les Compagnons du Partage (un groupe de quelques dizaines de SDF pratiquant l'action directe) ont occupé le Château de la Solitude, un vaste bâtiment public laissé à l'abandon à Auderghem.

Partis de rien comme de vrais zonards, les Compagnons du Partage avaient déjà donné de la voix. Depuis la fin août 1994, ils menaient campagne en « logeant » sous tente devant les Centres Publics d'Aide Sociale des 19 communes de la région bruxelloise, afin d'exiger le Minimax (le RMI belge, NdR) de rue pour celles et ceux qui, de plus en plus nombreux, crèvent encore sur le pavé.

La prise et l'occupation du Château constitue un fait marquant de ce que l'on a appelé la croisade SDF. Une croisade dont l'un des objectifs premiers, outre l'obtention du Minimax de rue, était et est toujours l'application de la loi Onckelinx (votée en janvier 1993) qui autorise la réquisition, par les présidents de CPAS, d'immeubles vides ou abandonnés pour reloger les sans-abri. Une bien jolie loi, très sociale... mais dont l'application se fait toujours attendre ! Ce qui nous conforte dans l'idée ainsi formulée par le camarade Max Stimier : on n'a de droits réels que ceux pour lesquels on est prêt à se battre... jusqu'au bout. On oublie trop facilement que le système de sécurité sociale, en vigueur depuis cinquante ans, est avant tout le fruit de luttes sociales menées avant notre naissance, et qu'aujourd'hui encore, il faudra se battre pour en garder quelque chose.

La richesse se nourrit de la misère

Comme la démocratie athénienne qui a construit sa richesse économique par la mise en esclavage d'autres cités et d'autres peuples ; ici et maintenant, la démocratie sociale et représentative - où l'individu n'a d'existence que par et pour son pouvoir d'achat - produit de plus en plus de misère pour construire son apparente opulence. Ce système social - démocrate excelle, par les

discours des politiciens qui nous daubent et nous gouvernent, à nous faire croire que la crise économique qui nous lamine depuis plus de vingt ans est... conjoncturelle, alors même qu'elle ne cesse durant la même période d'enrichir les plus nantis. Marchands d'illusions, les « décideurs » entretiennent - à grands coups de plans de « relance » - le mythe d'une « reprise » dont nous leur serions redevables. Sommes-nous assez idiots au point d'ignorer que l'injustice sociale est la logique même du mécanisme par lequel le fric se reproduit et s'accumule ?

Face aux processus d'exclusion qu'amplifie la crise, les Compagnons du Partage ont le mérite de n'être pas Socrate et de ne pas accepter que leur droit au bonheur soit sacrifié sur l'autel des impératifs du remboursement de la dette publique (dont seuls les riches profitent) et des critères de Maastricht. Même si, à première vue, il peut apparaître à certains qu'avoir pour objectif l'obtention du Minimax de rue et un toit sur la tête, ce n'est toujours que revendiquer la pauvreté. Mais revenons à nous moutons (noirs).

Les débuts difficiles de la communauté

Une fois le Château de la Solitude occupé et la soixantaine de personnes installées, la vie communautaire est gérée par une association ad hoc qui a pour nom La main du partage. Le but de la communauté est de fonctionner en autogestion, mais nous sommes encore loin du compte : les rentrées financières dans les caisses du Château ne sont pas encore la résultante d'une activité économique autonome. Il s'agit d'une participation aux frais qu'une minorité d'habitants rentrés dans leur droit - à une allocation sociale dans la plupart des cas - accepte de payer. Comme tout le monde ne s'acquiesce pas de son écot, on ne mange pas du steak tous les jours. L'approvisionnement journalier dépend encore du bon vouloir de tiers tels que les boulangeries qui donnent leurs excédents de pain, d'institutions telles que la banque alimentaire, de

collectes dans les supermarchés... ou dans certaines paroisses. En théorie cependant, les 2 000 balles (belges) de quote-part individuelle mensuelle devraient suffire. Notre réalité est trop souvent plus mesquine et moins belle que cette chanson bien connue de Daran et Les Chaises. Tout le monde n'est donc pas « partageux », trop de chaises sont vides quand les plus conscients rappellent l'intérêt qu'il peut y avoir à sacrifier un peu de sa liberté individuelle à l'intérêt de tous. Si cet hiver le château est chauffé, le fric qui a permis de mettre du mazout dans les chaudières provient pour la plus grosse part de dons. Pourtant, une fois de plus, on aurait pu y arriver. Le Château de la Solitude, on commence à connaître. Notre problème à tous est la difficulté qu'il y a à se mettre un toit sur la tête. Un groupe de SDF activistes se l'est mis en prenant d'assaut le Château. Un groupe ouvert à toutes et à tous dont certains, du noyau de départ, se sont relogés en appartement - c'est un des buts du Château de servir de sas de réinsertion pour ceux qui le veulent : une vingtaine de personnes stables et une quarantaine « en transit ». Malheureusement, il n'est pas encore évident pour tous que la nécessité qui nous a poussés là nous ait tous convaincus d'associer nos forces, nos énergies et nos moyens. Qu'une femme ou un homme soit SDF ne signifie pas pour autant que tout lui soit dû. Comme un Château entre deux cutes. La gestion de la vie commune, la route vers l'autogestion, s'avèrent compliquées d'un manque de solidarité interne, voire d'un sens minimum des responsabilités. Mais n'est-ce pas la marque de ce système social qui nous infantilise et ne tolère plus de rapports humains que tarifés et taxés, tout en imposant son pervers modèle de délégation de pouvoirs. Certains donc, trinquant plus que d'autres. On n'a pas encore vu d'action revendicative où tous les habitants du Château se soient trouvés présents.

Le bilan malgré tout est loin d'être négatif : qui aurait pu croire, il y a un an seulement, qu'une poignée de SDF - par définition isolés et sur la pente savonneuse de la déchéance sociale - puisse se regrouper en un noyau actif et obliger l'ensemble de la société à se déterminer face à misère sociale grandissante ? Qui aurait pu imaginer que cette petite bande d'activistes puisse obliger le petit monde politique ronronnant à s'écharper sur le traitement social de la misère : Minimax de rue ou pas, réquisition ou pas ? Et enfin, même les plus optimistes d'entre nous n'espéraient pas la réquisition directe d'un bâtiment comme le Château et son occupation par plusieurs dizaines de SDF... tout en maintenant un rythme effréné d'actions vers l'extérieur.

Une des clés pour comprendre la force créative de cette aventure collective, réside dans la présence et dans la détermination d'Alain Siennaert qui en son temps connut la rue. Loin d'être un « chef », c'est un catalyseur : il est le porte-parole des Compagnons du Partage et de la croisade SDF, et quand il parle, cela sent le vrai. Il se dit anarchiste et... chrétien, mais n'a-t-on

pas déjà essayé (Emmanuel Mounier ou Tolstoï) de concilier les deux ? Pas facile à faire dans un monde à retaire.

Une nouvelle année de luttes

Avec le retour de l'automne 95, s'amorce une nouvelle campagne d'actions. Chaque vendredi, on se retrouve à quelques dizaines à dormir dehors devant une maison communale ou un CPAS pour exiger le Minimax de rue et la réquisition des logements vides. On a beau se dire qu'on vit dans un Château, tout le monde n'a pas cette chance. On vient de la rue. Avec le froid viendra la mort pour les plus faibles. En rue. Qu'on soit accueillis ici avec de la soupe, ailleurs avec des pizzas, là avec des braseros n'y change rien. Dans ce système « libéral » qui se prétend le moins mauvais, il arrive - faute de naître sur un tas de fric - que certains rendent l'âme sur un tas d'ordures, par une nuit de gel. On n'a pas forcément choisi de vivre dehors. Ni d'y mourir. Il y a cette loi sur la réquisition des logements vides de janvier 1993, qu'aucun politique ne se décide à appliquer. Et le cynisme va bon train : les autorités communales se justifient en prétextant que si leur CPAS payait le Minimax de rue, leur commune attirerait toute la population démunie du pays.

Le 29 novembre, au terme d'une table ronde (sans doute faite pour nous balader) avec les représentants des 19 pouvoirs communaux et présidents de CPAS de la région bruxelloise, Alain Siennaert entame une grève de la faim qui durera 33 jours.

Cela vaut sans doute mieux que la rage impuissante, quand on est trop peu à vouloir faire bouger les choses. En attendant, à l'instar des Compagnons du Partage, une trentaine de squatters anversois regroupés dans le Dakloze Aktie Komitee (DAK), investissent à Anvers (Pachstraat 200) un immeuble abandonné de 24 appartements propriété d'une société de logement social. Cet immeuble « social » était inoccupé depuis 1993 : après des travaux de rénovation (installation de doubles-vitrages, abaissement de plafonds) pour cinq millions de francs belges, ses occupants, locataires sociaux (3 à 5 000 francs de loyer), ont été expulsés et relogés ailleurs... pour plus cher. Et les actions continuent de plus belle. Lors de la nuit de Noël, vers minuit, je me retrouve en compagnie d'une dizaine de Compagnons du Partage envahissant symboliquement la crèche vivante sur la Grand Place de Bruxelles. Le temps pour Alain Siennaert d'haranguer les passants (quelle énergie !) en attirant leur attention sur leurs contradictions entre leur préchi-prêcha Noël-du-partage et le sort des sans-abri (Marie et Joseph eux aussi se sont retrouvés sans logement). Le temps pour nous de scander « Un toit pour tous ». La police de Bruxelles qui intervient pour nous évacuer est obligée de calmer ses ardeurs sous les huées quasi-unanimes des gens présents.

Moins emballante, cette nuit du 27 au 28 décembre où, à l'instigation de l'un d'entre nous, on s'est retrouvé à une nuit de veille et de « solidarité avec les

sans-abri » organisée par les Jeunesses Ouvrières Chrétiennes. Où étaient-ils, les SDF, en tout cas pas dans l'Eglise chauffée du parvis Saint-Antoine (hormis les Compagnons rendus présentables grâce au Château et à ses douches. L'air cool, ce 28 au matin à me les geler sous les guirlandes de ballons au logo « Kredietbank » gonflés à l'hélium devant le domicile du ministre bruxellois du logement Eric Tomas. Tout cela pour l'entendre justifier sa politique par la création - future - d'une agence immobilière sociale...

Le 1^{er} janvier 96, Alain Siennaert, interrompt sa grève de la faim. Il ne se paye pas de mots : la lutte doit continuer et lui demande d'être en bonne santé.

Le 4 janvier, je me retrouve à Anvers, où lors d'une conférence de presse, les associations de SDF en lutte, et ceux qui les soutiennent, proclament la naissance d'une structure de coordination nationale contre la misère sociale. Merde, quel immeuble ! La société propriétaire, pour en prévenir la squattérisation, en avait fait arracher les tuyauteries des sanitaires et les câbles électriques !

Il me faut encore vous signaler cette pétition qui a circulé pour recueillir un millier de signatures nécessaires à ce que les parlementaires soient interpellés par l'un des leurs au sujet du Minimax de rue et de la réquisition des bâtiments vides.

C'était le dimanche 7 janvier, au tour du Ministre-Président « socialiste » de la Région bruxelloise, Charles Picqué, de se faire remarquer à la télé. Méprisant pour le combat mené par les SDF depuis des mois, sous-évaluant avec arrogance le nombre de sans-abri à Bruxelles, son opposition au Minimax de rue ne semble relever que de bourgeoises obsessions de contrôle sécuritaire. L'aide sociale n'aurait pas sans assignation à résidence. Et c'est un peu ce qui se passe avec le Château de la Solitude, dont les résidents émargent au CPAS d'Auderghem sont obligés de se déplacer chaque lundi vers le 39 de la rue Ildiers pour toucher leur pécule saucissonné à la semaine.

L'hiver aligne une à une ses longues et froides nuits. Chacune, nous rapproche des beaux jours. Les politiciens installés, tels des coqs sur des tas de fumier, y vont tous de leurs polémiques médiatisées. Le printemps pourrait bien revenir sans que rien ne change, sans qu'une solution générale au problème ne soit trouvée. Normal, le pouvoir ne se fait-il pas sentir son ascendant avant tout par la frustration qu'il engendre ? Nous n'en sommes pas moins résolus cependant à poursuivre notre combat pour des jours meilleurs et réitérons ici notre invitation à nous rejoindre sur l'esplanade du cinquantenaire le 28 février à 18 heures. A passer la nuit dehors avec nous. A manifester avec nous le 29 à 9 heures devant la Présidence de l'Union Européenne. A nous rejoindre au Château de la Solitude les 2 et 3 mars pour affronter un maximum d'expériences de luttes sur le terrain dans le secret espoir de pouvoir enfin s'organiser au niveau européen. Que nos vies ne nous échappent pas.

JEAN-MARC PLACLET
des Compagnons du Partage
(avec Babar d'Alternative Libertaire)

(1) Outre les Belges (Flandre, Wallonie et Bruxelles) nous avons déjà reçu confirmation de la présence de délégations du Québec, de Suisse, d'Irlande, des Pays-Bas et de France (notamment du Mouvement AC 1)...

Agir contre la misère sociale

- Mercredi 28 février, 18 h : on dort dehors, ensemble, sur l'esplanade du Cinquantenaire, à Bruxelles.
- Jeudi 29 février, 8 h : rassemblement devant la Commission de l'Union européenne, pour la remise du cahier de doléances contre la misère sociale.
- Samedi 2 et dimanche 3 mars : rencontres internationales, au Château de la Solitude, à Bruxelles, entre les acteurs présents sur le terrain (SDF, chômeurs, précaires...).
- **Organisateurs :**
- **LES COMPAGNONS DU PARTAGE, Château de la Solitude, 54, avenue Charles-Schaller, 1160 Bruxelles. Tél. : 02/645.63.71.**
- **ALTERNATIVE LIBERTAIRE**
2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles. Tél. : 02/736.27.76.

ISRAËL - PALESTINE

Drôle d'autonomie

LES ACCORDS D'OSLO divisent clairement les tâches : aux Palestiniens revient le contrôle sur l'éducation, la santé, les services sociaux, le tourisme et les impôts directs ; aux Israéliens revient le contrôle sur l'industrie, l'agriculture, le commerce extérieur, les douanes, et les impôts indirects... et l'eau. Bref, ce sont les Israéliens qui contrôleront les secteurs les plus déterminants de l'économie palestinienne.

LA « RECONSTRUCTION »

Arafat et Rabin ont obtenu le soutien de l'Occident et celui des dirigeants arabes, trop heureux à la fois de signer des paix séparées et de nouer des rapports commerciaux avec Israël. Shimon Peres demande une aide internationale pour la reconstruction de la Palestine, ce qui revient à dire que les contribuables des trente Etats contributeurs de l'aide vont payer les dégâts faits par les gouvernements israéliens successifs à la société palestinienne et compenser (un peu) l'absence totale d'investissements d'infrastructure depuis 27 ans. (A titre d'exemple, il y avait en 1967 dans la bande de Gaza 800 lits d'hôpitaux pour 360 000 Palestiniens, il y en a toujours 800 aujourd'hui pour 800 000 Palestiniens.)

Les Israéliens s'introduisent dans la « reconstruction » en tant que « partenaires cachés » pour les opérations de banque, les investissements étrangers, etc., ce qui revient à dire que les fonds internationaux seront affectés à des projets qui ne concurrenceront pas l'économie israélienne.

La direction de l'OLP a en effet donné son accord sur un certain nombre de points incontournables :

- contrôle de l'économie palestinienne par la Banque mondiale ;
- soumission du budget de la zone autonome, de son système bancaire et de sa planification aux besoins d'Israël ;
- abandon de l'idée d'une monnaie indépendante.

Autrement dit, Arafat a entériné le fait que l'économie palestinienne allait être contrôlée par Israël, à la fureur de certaines fractions de la bourgeoisie jordanienne qui remplissaient ce rôle jusqu'à présent.

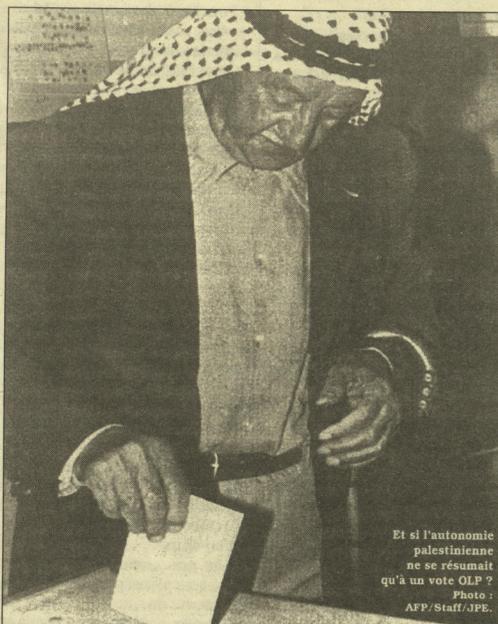
Pour être sûr de son coup, Arafat s'est arrangé pour que les fonds alloués à la reconstruction palestinienne ne passent que par l'administration qu'il contrôle, tout en s'évertuant d'obtenir l'arrêt des financements provenant des organisations non gouvernementales occidentales, qui soutenaient de nombreux projets et institutions dans les territoires occupés. Bien que cela ne soit pas un succès total, le gros des financements passe maintenant par les canaux centralisateurs

de l'OLP. Parallèlement, Arafat a coupé les financements internes traditionnels par l'OLP de nombreuses institutions qui ne sont pas, ou pas complètement contrôlées par les arafatistes, ce qui affaiblit à la fois le poids des grandes familles de l'intérieur et des forces politiques indépendantes.

« Coupée de la nouvelle réalité sociologique et psychologique des territoires occupés, [la direction de l'OLP] continue de fonctionner selon le mode traditionnel et s'appuie sur les grandes familles féodales dans ses alliances politiques. Ainsi, la composition de l'équipe de négociateurs, tout en représentant un savant dosage des différentes composantes de la société politique et religieuse palestinienne, laisse dans l'ombre la partie la plus active des Palestiniens, à savoir la population des camps et accorde une part surdimensionnée aux grandes familles traditionnelles (Husseini, Nusseïbe, Abu Middain) dont le pouvoir n'est plus ce qu'il a pu être. Les Palestiniens ne sont pas le seul peuple dont la population et la direction politique sont séparés. Depuis 1948 et à la différence d'aujourd'hui, les décisions politiques se prenaient à l'extérieur, tout comme le combat militaire se menait à l'extérieur : rien ne permet d'affirmer que les acteurs de l'Intifada soient prêts à se laisser déposséder du pouvoir de décider de leur avenir. Ces nouvelles frustrations viennent s'ajouter à celles directement provoquées par la répression. [...] Il est encore prématuré d'évoquer l'éventualité d'une rupture entre les populations des territoires occupés et la direction de l'OLP à l'extérieur, tout au plus une distanciation douloureuse est-elle en train de se créer. » Annie Fiore, *Rêves d'indépendance*, Chronique du peuple de l'Intifada, L'Harmattan.

UN ACCORD DE DUPES

La signature des accords Gaza-Jéricho n'a rien été d'autre qu'un coup médiatique sans signification réelle. La bande de Gaza est un petit bout de terrain qui n'est qu'un énorme bidonville ayant la plus forte densité de population du monde. Les militaires israéliens eux-mêmes demandaient depuis des années que le gouvernement abandonne aux Palestiniens ce territoire devenu ingérable. Quant à Jéricho, Israël a accordé aux Palestiniens 30 km sur lesquels ils auront le droit d'avoir une administration locale. On appelle cela habituellement des bantoustans. *International Herald Tribune* du 14 décembre 1992 cite cinq ministres du gouvernement de Rabin qui demandent un retrait unilatéral de la bande de Gaza. Maurice Jacobi, dans *Témoignage chrétien* du 19 décembre 1992, écrit : « La situation explosive dans la bande de Gaza est telle que les dirigeants israéliens ont perdu



Et si l'autonomie palestinienne ne se résumait qu'à un vote OLP ? Photo : AFP/Staff/JPE.

tout espoir de réussir à y maintenir "la loi et l'ordre". Les gouvernements successifs d'Israël ont eux aussi envisagé un retrait. » Maurice Jacobi cite également l'éditorial du 9 décembre du quotidien israélien *Haaretz* : « Il y a lieu de se demander combien de temps encore allons-nous sacrifier les meilleurs de nos fils sur l'autel d'une politique erronée. Le gouvernement doit réaliser que nos jours de domination de la bande de Gaza sont comptés. Le manque à gagner de notre volonté à ne pas vouloir accepter cet état de chose est de loin beaucoup plus important que les bénéfices que nous pourrions tirer de notre présence ininterrompue dans la bande de Gaza. » Notons au passage que l'éditorialiste de *Haaretz* n'est pas le moindre du monde motivé par des considérations de droit ou de justice mais par des préoccupations de coût, en vies humaines (israéliennes) et en argent (en manque à gagner).

Quant aux accords de coopération économique dont la presse a tant parlé, et qui sont censés réduire le fossé entre les deux communautés, parlons-en. Il s'agit d'accords entre des entrepreneurs israéliens, détenant une grande majorité des parts, et quelques palestiniens, pour produire, avec une main-d'œuvre à très bon marché, des biens *Made in Palestine* qui permettront aux produits israéliens de pénétrer l'énorme marché des pays arabes. Les avantages seront considérables pour Israël, et les Palestiniens auront droit à quelques miettes. Seule une poignée de capitalistes palestiniens tireront quelque avantage de la situation.

On a beaucoup parlé de la cérémonie si émouvante de Washington (1).

On a peu parlé du voyage que Rabin a fait le lendemain en Indonésie, pour signer des contrats d'armes très lucratifs. Ce voyage dans un pays musulman aurait été impossible sans la petite cérémonie de la veille. Depuis, le Maroc a accru ses échanges avec Israël. Les Etats du Golfe n'attendaient qu'un prétexte pour pouvoir enfin commercer avec Israël.

Mais le lendemain de la signature des accords, le gouvernement israélien lançait une série de raids dans Gaza et sur la rive Ouest. Des maisons continuent à être détruites, des terres confisquées. La colonisation continue, elle s'accroît même.

Arafat, traité jusqu'à une date récente de terroriste avec lequel aucune discussion n'était possible, est devenu le seul interlocuteur à la fois pour les puissances occidentales et pour les autorités israéliennes, dans la mise en place de ce qu'on ne peut qu'appeler des bantoustans palestiniens.

Arafat retarda son arrivée dans les territoires devenus « autonomes » parce qu'il n'avait pas reçu l'argent promis, ce qui donne leur vrai sens aux accords d'Oslo. Ce versement reste en même temps très limité et tout à fait symbolique : 42 millions de dollars sur les centaines de millions prévues, qui serviront à la mise en place d'une bureaucratie n'ayant aucun plan de développement.

La direction palestinienne a cédé sur tous les plans lors des pourparlers économiques qui ont eu lieu à Paris avant l'accord du Caire du 4 mai. A Oslo bien avant, ils avaient déjà abandonné toute chance de développer une économie indépen-

dante lorsqu'ils avaient abandonné la souveraineté sur les territoires, d'autant que la nouvelle autonomie palestinienne est soumise aux exigences de la Banque mondiale, qui s'est débrouillée pour se faire accorder le contrôle de la planification de l'économie des zones autonomes. Le ministre des finances nommé par Arafat est un conservateur bien vu par la Banque mondiale et le FMI, c'est aussi un membre d'un des plus importants clans (Hamulot) palestiniens.

Quelle peut être l'indépendance d'un territoire qui reste sous la soumission de l'ancien occupant ? Il s'agit plutôt d'une nouvelle forme d'organisation de la dépendance : en effet, les Palestiniens doivent adapter leur politique fiscale aux besoins israéliens :

- l'import-export, même en provenance du monde arabe, est limité par Israël ;
- la force de travail reste totalement dépendante des emplois en Israël ;
- la police palestinienne maintient un ordre qui correspond aux besoins de l'ancien occupant.

L'argent d'Arafat servira non pas à investir dans des infrastructures mais à payer la police et l'appareil bureaucratique venu de Tunis. Arafat semble tellement certain de recevoir de l'argent qu'il a fait appel aux services d'une société d'investissement US, Morgan Stanley, pour gérer les finances de l'autonomie. Il fait preuve d'une effarante naïveté lorsqu'on songe que l'histoire de l'aide internationale est celle d'une longue suite de promesses jamais tenues. Israël ne laissera pas un dollar aux Palestiniens si cela va à l'encontre de ses intérêts. L'argent servira à bâtir un appareil qui renforcera les échelons les plus élevés de la société palestinienne avec, en haut de la pyramide, les membres de la bourgeoisie palestinienne pro-Arafat, les grandes familles, la classe moyenne de Jérusalem, Gaza ou de la rive Ouest.

RAOUL BOULLARD

(1) Stan Cohen, membre du Comité israélo-palestinien contre la torture, parle de « La version Walt Disney-CNN de l'histoire montrée sur les écrans de télévision du monde ». (*Challenge* n° 22.)

Le Centre libertaire organise les 13 et 14 avril à Bruxelles
LES RENCONTRES
ANARCHISTES (édition 1996)
BELGIQUE-NORD de la FRANCE
Pour y participer, écrivez au
CENTRE LIBERTAIRE
65, rue du Midi, 1000 Bruxelles
BELGIQUE

RENDEZ-VOUS

ANGERS

Le groupe Malatesta de la FA organise une réunion publique sur le travail, avec René Berthier, intitulée : « Le travail, c'est l'exploitation ; le chômage, c'est la misère ». Il y sera développé l'analyse du travail dans la société capitaliste et les propositions anarchistes.

Cette rencontre aura lieu le vendredi 16 février, à 20 h 30, dans la salle Daviers, boulevard Daviers. Groupe FA Malatesta, MAMA, 160, avenue Pasteur, 49000 Angers.

CHATEAUROUX (36)

Un groupe FA se crée sur Châteaurooux. Pour le joindre, écrivez au groupe Alliance c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

LYON

Le samedi 17 février, à 15 h, les groupes FA vous convient à une conférence sur le thème : « Un plan Marshall pour les banlieues ? ». La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

MONTPELLIER

Les permanences du groupe FA de Montpellier se tiennent le mercredi, de 16 h à 18 h. Le « Café libertaire » a lieu chaque jeudi, à partir de 20 h 30. L'Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier

NANTES

« La drogue : le débat censuré - Liberté individuelle contre logique d'Etat », tel sera le thème de la réunion organisée par le groupe Milly-Witkop le 16 février, à 20 h 30, au Local, 16, rue Sanlecque, 44000 Nantes.

PARIS

Le groupe Louise-Michel organise un repas où vous devez apporter votre repas, qui sera suivi de la projection du film de Michèle Rollin *La Rue nous appartient* et de celle d'un diaporama sur l'anarchisme, le lundi 26 février, à 19 h 30, au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette (M^e Blanche), 75018 Paris.

POITIERS

Groupe Berkman c/o ML Vienne, Le Bourg, 86800 Lavoux. Permanence : mercredi, de 16 h à 19 h, impasse des Communaux (rue Cornet) à Poitiers.

ROUEN

Le groupe FA de Rouen vous invite, le vendredi 16 février, à 20 h 30, à la Halle aux Toiles, à venir débattre autour du thème : « Du mouvement social... à la Sociale ! ». Groupe de Rouen c/o CES, BP 4202, 76273 Rouen cedex.

VALENCE

Le groupe La Ruche de la Fédération anarchiste s'est créé dans la région de Valence. Une table de presse est tenue chaque premier dimanche du mois au marché aux puces de Valence.

Pour contacter La Ruche, adressez-vous provisoirement à : Groupe La Ruche c/o La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

VANNES / LORIENT

Le groupe Francisco-Ferrer de Lorient et le groupe René-Lochu de Vannes de la FA organisent une série de réunions-débats sur le thème : « Mouvements sociaux : rien n'est fini, tout commence ? - L'anarchisme et le monde du travail », avec Jacky Toublet.

• Vannes, le jeudi 15 février, au Palais des Arts, à 20 h 30.
• Lorient, le vendredi 16 février, à la Cité Allende, à partir de 20 h 15. Groupe Francisco-Ferrer, cité Allende, boîte n° 19, 56100 Lorient.

VAL-DE-MARNE

• Le groupe Etoile Noire existe sur Ivry-sur-Seine et les communes environnantes. Pour le contacter, écrivez à l'Union régionale parisienne de la FA c/o librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, qui transmettra.
• Une liaison FA existe également sur Vitry-sur-Seine. Pour le contacter, écrivez également à la librairie du

MONTPELLIER

Colère

L'arrogance grandissante des gens de pouvoir dépasse le supportable. L'Etat, ses chiens de garde policiers et judiciaires, le patronat débordent de mépris pour la population. La coupe est pleine !

Pour l'arrêt des essais nucléaires — Alors que la secousse du sixième essai nucléaire n'a pas encore fini de fissurer l'atoll de Fangataufa, Chirac prétend devenir un fervent défenseur de l'arrêt total des essais, y compris de faible puissance. Sur sa lancée, il veut imposer son parapluie de mort à une Europe qui n'a rien demandé. Le parapluie de Brassens, c'était quand même mieux !

Contrairement à ce que toutes la presse se plaît à déclarer, les essais nucléaires sont loin d'être terminés. D'autre part, parce que l'éventualité de vérifier la fiabilité des bombes n'est pas écartée dans les quinze ans à venir. D'autre part, parce que le simulateur (coût annoncé : 16 milliards et une consommation énergétique gigantesque) est prévu pour perfectionner l'art de tuer sans se salir les mains (le nucléaire est une énergie propre, c'est du moins ce que prétendent les publicités d'EDF, service public). Le grand avantage du simulateur, c'est que personne ne saura ce qu'on fait avec.

Une quinzaine d'irréductibles anti-nucléaires étaient présents dimanche 28 janvier devant la Préfecture de Montpellier, pour dénoncer tout cela et continuer le combat vital pour l'arrêt total de toute utilisation de l'énergie nucléaire (une urgence : Superphénix). Rendez-vous est fixé au samedi 3 février par le Collectif des Gens en colère contre les Essais nucléaires.

Pour la Justice — Le mardi 30 janvier, neuf des dix-neuf emprisonnés des manifestations anti-Juppé de décembre, à Montpellier, passaient en Cour d'Appel. Après avoir tenté de

requalifier les faits en délit politique (ce qui aurait annulé les procédures de comparution immédiate), les avocats, agissant pour la première fois de façon coordonnée, ont parfaitement démonté le processus d'exemplarité qui a abouti à prononcer des peines très lourdes pour des dossiers très légers. Cela n'a pas empêché le substitut du procureur de faire des réquisitions féroces (jusqu'à 18 mois de prison !) et de vomir son mépris pour ces « marginaux » incultes (sauf un, intelligent et récupérable !) qu'il jetterait volontiers pour toujours aux oubliettes, au nom de... et pour la liberté « des gens respectables qui mettent un an à se payer un réfrigérateur ». Le jour de la révolution, j'achète un réfrigérateur comptant, pour le mettre dedans.

Pendant ce temps, devant les grilles toujours fermées par la police, le Comité de soutien maintenait une présence solidaire. Pour ajouter un zeste de provocation, un policier exigeait qu'on lui remette un tract distribué aux passants. Refus. Refus de présenter des papiers d'identité. Pour cette fois, ce policier n'a pas osé exécuter son ultime menace : embarquer le récalcitrant pour un contrôle d'identité. Mais demain ?

Dernier camouflet : le délibéré des appels ne sera rendu que le 20 février. 80 jours de prison pour un couteau dans la poche : il faut s'armer... de patience.

Pour la paix sociale — Mercredi 31 janvier, les agents EDF-GDF de Languedoc-Roussillon rencontreraient la direction pour exposer leurs revendications et leur soutien aux sept personnes menacées de sanctions

disciplinaires, suite aux grèves de décembre. Une occasion pour rendre publique un certain nombre d'informations :

— dans une circulaire interne à l'encadrement, la direction donne des consignes pour s'opposer aux luttes, expliquant comment tuer dans l'œuf toute contestation, véritable manuel stratégique pour « état de guerre » (dans le texte) ;

— lors de précédentes négociations, la direction était escortée par des nervis, dont certains notoirement connus comme barbouzes et porteflingue. Fortement sommés de s'expliquer là-dessus, les cadres présents faisaient pâle figure. Au point que, soulignant leur malhonnêteté et leur incompetence, autant que l'inutilité de leur fonction (refus de négocier, renvoi aux instances nationales), certains manifestants réclamaient la suppression de leur poste, en même temps que leur départ personnel.

Bref, là encore, la colère était visible ainsi que le ras le bol d'être pris pour des cons, auxquels il faut expliquer, au besoin par la force, pourquoi ils se trompent plutôt que de répondre à leurs revendications. Rien d'étonnant donc à ce que le ML spécial « Bilan des grèves » ait été bien accueilli.

Colère — Dans son dernier tract, le groupe de Montpellier de la FA tirait : « Ils cassent nos vies en toute impunité : jusqu'à quand ? » Il semblerait que le pouvoir espère le faire longtemps et avec de plus en plus de morgue. C'est oublier que, quelquefois, les esclaves se révoltent, le consensus éclate sous la pression des injustices. Alors, s'il sait ce qu'il veut et comment y parvenir, rien n'est plus fort qu'un peuple en colère !

BOB

(liaison FA de Lunel)

ASSOCIATIONS

PARIS : « JUSTICE ET SOCIALISMES DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE »

Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales : séminaire *Justice et socialismes dans la première moitié du XIX^e siècle*, le vendredi, de 18 h à 20 h, au Centre Raymond-Aron, 105, boulevard Raspail, 75006 Paris (3^e étage, salle 11).
• 16 février : Martine Chastrette et Jean-Michel Naudon : « La Justice prud'homale ».
• 23 février : Thierry Menuelle : « Economie politique et justice. Proudhon et Walras ».

PARIS : LES RENCONTRES DE « LA BONNE DESCENTE »

• Vendredi 16 février, 20 h : second forum sur le mouvement social, avec la participation d'acteurs syndicaux ou non.
• Samedi 17 février : « Terrorisme et vision complottiste de l'histoire : l'exemple de l'Italie ». Causerie de Serge Quadrupani (qui ne s'est pas faite le 27 janvier).

La Bonne descente, 64, rue Rébeval (M^e Belleville), 75019 Paris.

CAEN : RÉUNION CNT

La CNT vous invite à venir participer à son meeting organisé le jeudi 15 février, à 20 h 30, amphi D3, annexe Droit. Le thème de ce meeting sera : « Chômage, précarité et flexibilité ».

UL-CNT, BP 2010, 14019 Caen.

LYON : RÉUNION A LA GRYFFE

Samedi 17 février, 15 h : débat avec Aurélien Daguet sur le thème : « Anarchisme et surréalisme ». Librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryffe, 69007 Lyon. Tél. : 78.61.02.25.

NANTES : CANNABIS

Narcotic System vous invite à manifester à Nantes le samedi 17 février, à 14 h, place du Commerce, pour le démantèlement de la politique des drogues. Contact : Pascal, (16) 51.69.08.23.

PARIS : VENDREDI XIII

Débat sur le mouvement social de décembre 1995, avec l'association Vendredi XIII, le dimanche 18 février, de 13 h à 17 h, au 27, avenue de Choisy (M^e Porte-de-Choisy ou Maison Blanche).
Vendredi XIII, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Tél. : 43.48.54.95.

ROCHEFORT :

EXPOSITION « ANHUMAINS »
Claude Margat expose ses œuvres, jusqu'au 25 février, à la bibliothèque-médiathèque La Corderie Royale de Rochefort.

PARIS : COLLECTIF AUTOGESTIONNAIRE DANS LE 20^e

Un collectif autogestionnaire, animé par des militants de la FA et de la CNT, s'est créé dans le 20^e. Permanence : dimanche, de 17 h à 18 h 30, au 33, rue des Vignoles (M^e Avon ou Buzenval), 75020 Paris. On peut également contacter le groupe Alliance à la librairie du

LA PETITE SEMAINE

Le pyromane

Dans un village du Jura, l'origine d'abord inexplicable de plusieurs incendies aura suffi pour qu'accourent aussitôt sur les lieux une pléiade de charlatans du paranormal et autres escrocs en contact permanent avec l'au-delà venus nous convaincre de l'existence de forces occultes contre lesquelles nous ne pouvons rien.

On sait aujourd'hui ce qu'il en était réellement, et les adeptes déçus du surnaturel devront encore une fois se faire à l'idée qu'une allumette suffit pour allumer un feu.

L'observateur avisé aura bien sûr noté l'analogie saisissante entre ce fait divers et la situation sociale, régulièrement, en effet, des explosions de mécontentement embrasent

le pays, entraînant illico une foule de spécialistes dans des analyses et interprétations saugrenues quant à leur origine. Aux pompiers du gouvernement chargés d'éteindre le brasier en affirmant simultanément qu'ils ne s'en expliquent pas la nature, viennent s'ajouter les politologues avisés, les éditorialistes pertinents, les philosophes judiciaires qui tous nous disent d'où vient le mal.

Pourtant, comme les imposteurs évoqués plus avant, qui préfèrent leurs bobards à l'explication toute simple, pas un de ces bonimenteurs de la pensée approuvée ne dira que le pyromane est là, dans la permanence d'une société inique, toute de profit et de hiérarchie.

FLORÉAL

« EN DIRECT DU COULOIR DE LA MORT »
Mumia Abu-Jamal
éditions La Découverte

« Je vous écris de la prison d'Etat de Huntingdon, dans le centre de la Pennsylvanie, le plus grand couloir de la mort de l'Etat. Je suis l'une des 123 personnes qui attendent la mort. Je vis dans ce royaume stérile de la mort depuis l'été 1983. » Pour s'être élevé contre le système raciste et inégalitaire qui sévit aux Etats-Unis, Mumia Abu-Jamal est condamné en juin 1982, à l'issue d'un procès truqué. Les charges qui pèsent contre lui sont en réalité ses convictions politiques et son passé de membre des Black Panthers plus que le meurtre d'un flic blanc. Mumia Abu-Jamal vit quotidiennement la banalité de l'horreur « dans un monde austère où les prisonniers sont traités comme des corps à maintenir en vie pour être tués ». Electrocuté, pendaison, chambre à gaz ou injection létale... les solutions finales s'accroissent avec la montée de la violence et des meurtres dans les villes américaines. « Peu importe que sur les dix Etats ayant les taux de meurtres les plus élevés, huit connaissent aussi le plus grand nombre d'exécutions, ces exécutions qui ont un prétendu effet dissuasif. »

Surnommé la « voix des sans voix », Mumia Abu-Jamal est journaliste, noir et militant. En direct du couloir de la mort est un témoignage terrible contre la barbarie d'un « appareil de répression raciste », contre « l'Etat qui criminalise les activités des activistes politiques pour les réduire au silence », contre le « lynchage légal », contre un système qui a fait de la peine de mort un argument électoral. La mobilisation aux Etats-Unis et internationale a permis de retarder son exécution et n'a cessé de dénoncer la « croisade contre Jamal » menée par la police. Mais qu'en est-il de la révision d'un procès, de l'audition d'importants témoins qui avaient jusqu'ici fait l'objet de pressions policières et d'intimidations.

Si la campagne pour sauver Mumia Abu-Jamal a stoppé l'appareil de mort, la mobilisation doit continuer non seulement pour la libération de Mumia Abu-Jamal, mais contre une violence étatique raciste. « En Pennsylvanie, 111 condamnés à mort sur 184, soit plus de 60% [en 1994] étaient noirs », alors qu'ils « constituent à peine plus de 9% de la population de la Pennsylvanie, et un peu moins de 11% de la population nationale. [...] Le droit n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens. »

C.P.

En direct du couloir de la mort, Mumia Abu-Jamal, éditions La Découverte, traduction Jim Cohen, préface Jacques Derrida. Prix : 85 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire. Chèque à l'ordre de Publico (ajoutez 10% de frais de port).

• En direct du couloir de la mort (*Live from Death Row*) dans les « Chroniques rebelles », RADIO LIBERTAIRE (89.4), samedi 17 février, à partir de 13 h 30, avec Jim Cohen (historien et traducteur) et Marie-Agnès Combesque (journaliste, commission « Amériques » du MRAP).

• En direct du couloir de la mort à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot [métro Oberkampf], 75011 Paris, à partir de 16 h 30.

SCÈNE

Au s'cours v'là la Vilar

Une grande chanteuse qu'on aime beaucoup, Marie-Josée Vilar, et que revoilà sur scène avec les chansons de son nouvel album (*Au s'cours v'là l'amour* - Scalen' Disc). Ça se passe au théâtre Clavel, à Paris (3, rue Clavel, M^o Pyrénées), le samedi 17 février à 20 h 30, et c'est organisé par une petite association dont je vous ai déjà parlé ici, « Mots et Musiques », qui tente de faire entendre avec ses petits moyens des voix de la chanson francophone, des gens comme Serge Utge-Royo, Marc Robine, Claire, Sara Alexander, Louis Capart et quelques autres.

Si vous voulez entendre de la bonne chanson, faites donc le détour par le théâtre Clavel.

PASCAL DIDIER

Le 17 février, Marie-Josée Vilar (80 et 100 F). Le 19, Pierre Louki. Le 11 mars, Zaniboni. Réservations au 43.84.70.04.

POÉSIE

« Verlaine, histoire d'un corps »

Alain Buisine - éditions Tallandier

S'il n'y a rien d'étonnant à ce que Paul Claudel, cette grenouille de bénitier, ait cherché avec « cette perverse malignité si caractéristique de toutes les esthétiques catholiques de la pureté » (1) à dissocier l'œuvre du Pauvre Lélian de la vie pour le moins sulfureuse de Paul Verlaine, il est regrettable que Léo Ferré ait succombé à la même tentation.

Le chanteur libertaire a certes amplement raison de dénoncer l'hypocrisie des spécialistes qui font mine de se pincer le nez lorsqu'ils évoquent l'attrait immodéré du poète pour l'absinthe ou sa bisexualité, pour mieux y revenir ensuite avec des « groins de cochon ». Cependant, pour autant faut-il, comme il nous y invite, lire les vers de Verlaine sans soucis « qu'il ait été ceci, cela, qu'il ait vécu ici ou là, qu'il ait ri, qu'il ait pleuré, qu'il ait grogné » ? (2)

Bien entendu, la démarche de l'anarcheteur diffère complètement de celle de l'auteur de *L'Annonce faite à Marie*. Pour Léo Ferré, il s'agit de préserver de toute indiscretion, de tout jugement négatif, le poète vers qui se sont portés ses premiers enthousiasmes. Soleils couchants, un des poèmes saturniens, fut l'un des premiers textes chantés par Léo. Il avait alors onze ans (3). On comprend mieux cette volonté d'angéliser Verlaine. Pour Claudel, l'enjeu est de « protéger la pure inspiration poétique de l'indigne pourcentage qui en est habité, à sauver le corpus poétique du corps de l'écrivain, à mettre la Sublime quintessence de

l'œuvre à l'abri des trivialités et des infamies de la vie. » (4)

Sans études biographiques comment parvenir à comprendre que le rimeur boîteux ait pu être, tour à tour, le chantre de l'amour homosexuel et l'auteur de poèmes aux insupportables relents d'ordre moral ? Comment parvenir à comprendre qu'il ait pu cotoyer les communards exilés en Angleterre ou en Belgique et, par ailleurs, attirer des théoriciens du nationalisme, tels que Maurice Barrès ? (5)

Avec le centenaire de la mort du Pauvre Lélian, on peut s'attendre à la publication d'une pléthore d'ouvrages consacrés au poète. Fatalement, le livre d'Alain Buisine sortira du lot, puisqu'il se place en marge des conventions universitaires. A plusieurs reprises, cet enseignant de la faculté de Lille III n'hésite pas à s'interroger sur les motivations des biographes qui l'ont précédé, à montrer que les tabous qui sévissent encore, y compris au sein des universités, sur l'homosexualité et l'alcoolisme ont profondément faussé les analyses de ses collègues. La particularité de l'approche d'Alain Buisine est de nous dévoiler l'inscription du corps de Verlaine dans sa création littéraire. Un corps qui goûtera à plusieurs types d'ivresse, un corps malade, un corps emprisonné.

Mais Alain Buisine n'a pas hésité non plus à nous narrer sans complaisance les sursauts patriotiques de l'Ardennais maudit ; les lâchetés du poète pendant la

Commune ; les violences infligées à sa femme, à sa mère et à Arthur Rimbaud.

Jean-Pierre Richard avait magistralement théorisé la notion de fadueur verlainienne (6), Alain Buisine aura, pour sa part, magnifiquement démontré que le drame de l'auteur des fêtes galantes est qu'il ne transgresse la loi « qu'à proportion qu'elle lui fait défaut, qu'il la désire ». (7) Mieux comprendre l'homme qu'a été Verlaine n'empêche en rien d'apprécier les vers du poète à leur juste valeur. Bien au contraire !

CHRISTOPHE FÉTAT
(individuel FA - Lille)

(1) Alain Buisine, *Verlaine, histoire d'un corps*, p. 15.

(2) Léo Ferré. Préface aux *Poèmes saturniens* de Verlaine, 1961. Cette préface est reproduite par les éditions du Livre de Poche.

(3) *Le Monde libertaire* hors-série n° 1 consacré à Léo Ferré, p. 12.

(4) Alain Buisine, Op. cit., pp. 15-16.

(5) Maurice Barrès fera partie de ceux qui porteront la dépouille mortelle de l'écrivain, jusqu'à sa dernière demeure.

(6) Jean-Pierre Richard, *Poésie et profaneur*, éditions du Seuil, collection Points essais, pp. 165-185.

(7) Alain Buisine, Op. cit., p. 420.

N.B. : Déjà dans son *Proust*, publié aux éditions Lattès, Alain Buisine s'était efforcé d'appliquer à l'exercice biographique une autre méthode, puisqu'il y étudiait la vie de l'auteur de *A la recherche du temps perdu* au travers d'une journée unique : le 27 novembre 1909.

• *Verlaine, histoire d'un corps*, Alain Buisine, éditions Tallandier, collection Figures de proue, 531 pages. Prix : 155 F.

Ciné sélection

« Ermo »
de Zhou Xiaowen

Elle est belle, jeune, vigoureuse. La nuit, elle se lève pour pétrir la pâte. Paysanne pauvre avec un mari âgé, impuissant et paresseux, elle est prise d'envies et dévorée par la jalousie. Jalouse, elle ne l'est pas d'une rivale. Elle l'est de la télé, objet de convoitise de tout un village. Et elle décide, coûte que coûte, de se payer une télé... la plus grande. Alors qu'elle n'a même pas l'électricité.

Ermo est un film étrange, récompensé cet été à Locarno. C'est sûrement le film le plus social, le plus quotidien et le plus politique, donc, sur ce qui fait la Chine, ses paysans et ce qui vient de se passer, à savoir une culture millénaire qui bascule dans une envie de consommation.

« En Chine, l'argent était synonyme de saleté. A présent, l'argent est devenu une sorte de dieu. Mais ce dieu saura-t-il apporter le bonheur ? En Chine, la sexualité est restée tabou. A présent, une faille s'est ouverte. Que vont-ils faire ? S'engouffrer dans la faille, l'explorer ? Ceux qui oseront, seront-ils effrayés ? Ermo est une chinoise très ordinaire. Elle va connaître tout ce dont je parle ci-dessus. Ermo,

je l'adore. Simplement, parce qu'elle est égoïste et honnête. »

Cette déclaration de Zhou Xiaowen, faite à Locarno en 1995, évoque ses deux principales occupations : faire ses nouilles et compter l'argent, des billets incroyablement sales et froissés. Ermo est aussi cupide que les deux personnages des *Rapaces* de Stroheim. Mais elle a une authentique candeur. Et le voisin qui l'emmène en ville pour vendre ses nouilles lui fait découvrir des émotions nouvelles... et elles sont filmées d'une caméra alerte, qui est aussi à l'aise dans les rudes espaces d'une Chine rurale que dans les maisons utilitaires et ses ustensiles de fabrication des nouilles. C'est fort comme ces secousses qui risquent de faire basculer Ermo dans le vide quand elle se cramponne aux paniers, juchée en haut du camion la conduisant à la ville.

C'est fort comme l'alcool de riz chauffé quand un vent glacial balaie votre figure. C'est beau.

HEIKE HURST
(« Fondu au Noir »)

Gare aux turbulences de la mondialisation capitaliste

(suite de la « une »)

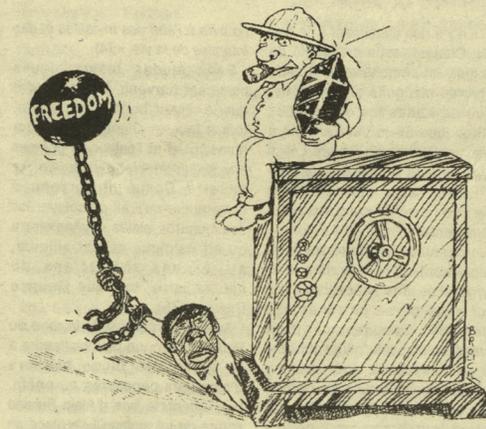
la France a rappelé aussi qu'il y avait de sérieux risques : on ne réveille pas impunément la conscience de classe.

Car il ne faut pas oublier que ces systèmes de retraite et de « protection sociale » caractéristiques des pays européens ont été obtenus par la classe ouvrière après un siècle de combat, appuyé sur une solide tradition socialiste révolutionnaire, syndicaliste et anarchiste. Il n'y a d'ailleurs là nulle providence, ni Etat-providence, puisque l'Etat ou les systèmes para-étatiques ne font que prélever sur les richesses produites par le travail et sur son injonction. Et si les thuriféraires de la « société de consommation » ou de la « disparition de la classe ouvrière » ont pu croire que les fameuses Trente Glorieuses avaient effacé jusqu'à la mémoire de ce combat, il n'est pas sûr que les plus lucides des dirigeants aient encore une poignée d'euros sur sa totale disparition.

D'où, au passage, la subtile campagne de presse qui tente actuellement de ghettoïser le mouvement anarchiste, l'une des mémoires de ce combat ouvrier et la seule alternative révolutionnaire encore relativement vierge après le discrédit du bolchévisme (2). Le pouvoir et les médias aimeraient bien, en effet, voir maintenu l'anarchisme là où ils l'ont largement cantonné à coups de social-démocratie vacharde puis à coups de RMI, de caricatures médiatiques, de squats à moitié tolérés, de marginaux en tout genre, et qui, comme par hasard, atterrissent naturellement là où on les attend. Là, c'est-à-dire en marge, dans la marge, surtout pas dans le mouvement ouvrier ni dans la société, même avec leurs contradictions !

De la Sécu à la ... quatrième guerre mondiale

Bref, l'attaque étatique contre la protection sociale dans l'Europe social-chrétienne-démocrate est possible, mais jusqu'à un certain point. Le système devra donc assurer des



coûts (hospitalisations, vieillissement). Sa marge de manœuvre pourrait même être amoindrie par une montée partielle/possible des « revendications âgées », avec des retraités finalement prêts à tout, parfois plus radicaux que les jeunes dans leur bilan socio-politique, comme on a pu le constater en novembre-décembre 1995, et qui sont, qui plus est, globalement mieux organisés (cf. les bastions de retraités cégétistes). D'un côté, un cortège de déstructurations ou non-restructurations du système de retraite, avec des politiques de privatisations à géométrie variable, de l'autre les contradictions implacables du système, car la course à l'argent, éventuellement redistribué, et le palliatif du « vieillissement », via les délocalisations, conduisent à une aggravation de la guerre économique entre Etats et entreprises. Qui paiera ?

Or, on peut gager que, simultanément, les revendications des nouvelles classes ouvrières des nouveaux pays industrialisés (NPI) et autres vont s'affirmer et conduire à une hausse des salaires dans ces pays, donc à une réduction des profits et à un étranglement des conflits. Pour le coup, la mondialisation capitaliste connaîtra de fortes turbulences. Les risques seront d'autant plus grands pour la

bourgeoisie que la classe ouvrière de tous les pays, enfin débarrassée de tous les mythes nationalistes (les « solutions » palestinienne, sud-africaine et zapatiste ne vont pas tarder à susciter des désillusions, car elles se placent toutes dans un cadre strictement national, l'appel à la solidarité extérieure de ces luttes n'étant pas entendu comme un projet social mondial mais comme un coup de main pour des objectifs internes, autrement dit dans le cadre défini par le système capitaliste), et débarrassée de toutes les impasses marxistes-léninistes, bolcheviques ou néo-gorbatchévienne (Pologne, Hongrie...), peut être amenée à (re-)nouer des liens effectifs, syndicalistes et révolutionnaires par-dessus les frontières. Là encore, on comprend que la bourgeoisie fera tout pour l'en empêcher, quitte à favoriser partout les recompositions de « nouvelle-nouvelle gauche » ou « à gauche de la gauche », qui subsisteraient sur les débris marxistes-léninistes et tiers-mondistes, manœuvres seules susceptibles, outre la répression, à faire imploser les tentatives anarchistes et anarcho-syndicalistes de concevoir les choses autrement.

A terme, la solution possible du système empêtré dans ses

crises, c'est la guerre. La guerre mondiale. La grande purge. La bourgeoisie a déjà montré qu'elle était capable de le faire. Car, contrairement à ce qu'on peut penser, le capitalisme n'est pas censé s'effondrer sous le poids de ses contradictions. La bourgeoisie a prouvé qu'elle était suffisamment intelligente, cynique ou assez puissante, comme on voudra, pour trouver une issue à ses propres tiraillements, même au prix risqué de son suicide ou de sa destruction. Le stalinisme et le fascisme ne furent d'ailleurs pas autres choses que les échappatoires d'un capitalisme en crise, comme pourrait l'être l'écologisme pour cette fin de siècle.

La quatrième guerre mondiale — car la troisième s'est déroulée entre 1945 et 1989, de Hiroshima à Berlin en passant par le Vietnam et l'Afghanistan — a probablement commencé avec la guerre du Golfe, en partie régionale, largement macro-économique, globalement géopolitique. Elle se poursuit avec la Somalie, le Caucase, la Yougoslavie. L'une des plus grandes victoires de la bourgeoisie et des Etats au cours de ces derniers conflits réside dans leur acceptation par une très grande partie de la population, que ce soient les foules endoctrinées par les nouveaux héros de la national-démocratie sur fond d'épuration ethnico-religieuse, les individus qui se trouvent encadrés par des forces plus puissantes qu'eux et les obligent à marcher au pas, à tuer, à

massacrer ses propres voisins avec lesquels ils s'entendaient jusque là, et, le top du top, dans la revendication, par les masses médiatisées de la Triade, en faveur d'une « intervention militaire », des « soldats de la paix » et autres « devoirs d'ingérence ».

Résultat des courses : le gouvernement chiraquien nous promet une armée de métiers ultra-spécialisée pour les fanatiques ou les égarés, une corvée civique pour les complices de l'humanitaire, et suprême victoire de l'idéologie des quotas, de la philosophie de la « liberté de choix » qui oublie « la nature du choix » lui-même, une intégration des femmes dans ce nouveau système militaire ! Décidément, l'exemple d'Israël, prototype d'Etat construit au forceps de la lutte de libération nationale aboutie sur fond de mythe kibboutzim et autres mythologies gauchos-social-démocrates, Israël qui s'est doté parmi les premiers d'un dirigeant féminin et d'un service militaire non moins féminin, n'aura pas servi de leçon à tout le monde !

On l'aura compris, c'est contre la particularisation, l'émiettement et l'atomisation des exploités, des dominés et des opprimés qu'il faut se battre, et pour le renforcement des liens sapant la base de la bourgeoisie qu'il faut lutter : la classe ouvrière, pleine et entière !

PHILIPPE PELLETIER
(gr. Nestor-Makhno - Saint-Etienne)

PAS DE LIBERTÉ PAS D'ÉGALITÉ DES DROITS SANS ÉGALITÉ SOCIALE

Pour supprimer la misère, l'exploitation, c'est la société qu'il faut changer !



AFFICHE sur l'ÉGALITÉ SOCIALE

5 F l'unité ; 50 F les 50 exemplaires (+10% de frais de port).

A commander à : PUBLICO, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

SOMMAIRE

- Page 1 : Gare aux turbulences de la mondialisation capitaliste (suite p. 8), La comédie du chômage (suite p. 2).
- Page 2 : La comédie du chômage (suite).
- Page 3 : Jean-Luc Galvan est libre, Réforme par la ruine.
- Page 4 : Nous sommes tous des SDF.
- Page 5 : Drôle d'autonomie.
- Page 6 : Colère, Rendez-vous, Associations, A la petite semaine : Le pyromane !
- Page 7 : « En direct du couloir de la mort », « Verlainne, histoire d'un corps », Ciné sélection : « Ermo », Au s'cours v'là la Vilar.
- Page 8 : Gare aux turbulences de la mondialisation capitaliste (suite de la « une »).

Notes

(1) Cet aspect est souvent négligé, en particulier dans les discours tiers-monde-gauchiste. Il ne suffit pas, en effet, de comparer les salaires d'un pays de la Triade avec ceux d'un pays du « tiers monde ». Là, ils sont effectivement bien moindre (jusqu'à 50 fois) mais si la productivité ne suit pas, cet « avantage » est réduit pour les capitalistes. Par ailleurs, les progrès technologiques dans les pays de la Triade apportent de nouveaux gains. Par conséquent, une réduction des salaires, même minime, dans ces pays de la Triade peut les rendre de nouveau très compétitifs et amorcer, en retour, des processus de « relocalisation ». C'est ce qui est en train de se passer, dans le textile, l'habillement et l'électronique notamment. On comprend pourquoi les capitalistes et les politiques de la Triade déploient toutes leurs énergies pour réduire les salaires ou empêcher toute discussion sur l'augmentation des salaires, le tout sur fond de chômage et de chantage à l'emploi.

(2) Outre les reportages plus ou moins fantaisistes publiés dans quelques magazines, on retiendra ici l'article du Monde du 4 février 1996 et les articles du Monde Diplomatique de février 1996. Le premier réussit l'exploit de traiter du mouvement anarchiste sans citer une seule fois son unique hebdomadaire, le Monde libertaire, diffusé dans tout l'Hexagone comme à l'étranger, et de réléguer dans un placard la « vieille » (sic) — et non « ancienne », ce qui n'est pas la même chose — Fédération anarchiste, pourtant présente dans presque tous les départements. Ce sont peut-être les interlocuteurs ayant alimenté l'article qui ont été frappés d'amnésie, à moins que l'« enquête » ait tourné court... Quant aux articles du Monde Diplomatique, qui sont consacrés à la Révolution espagnole de 1936, ils privilégient outrancièrement, à part deux ou trois allusions évasives à la puissance anarchiste (et encore dans un seul article sur cinq), le rôle des communistes, et tentent même de les réhabiliter de façon « révisionniste » en oubliant leur action contre-révolutionnaire.